

c'est-à-dire que j'espère pouvoir présenter le projet de loi très bientôt, le plus tôt possible.

* * *

LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

LA RÉGLEMENTATION DE L'EXPORTATION DES PRODUITS PÉTROLIERS—LES RÉPERCUSSIONS DÉFAVORABLES SUR LES RAFFINERIES DE L'EST DU CANADA—DEMANDE D'ADAPTATION

M. Fred McCain (Carleton-Charlotte): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et se rapporte aux réponses qu'il a données quant aux règlements à l'égard du contrôle des produits pétroliers et, d'après ses remarques, il m'a semblé que ces règlements allaient freiner les investissements dans des futurs complexes pétroliers de l'Est du Canada. Le ministre serait-il prêt à remanier les règlements actuels pour en supprimer les éléments qui pourraient freiner les investissements dans l'industrie pétrolière de la région de l'Atlantique?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, ces règlements visent avant tout à protéger la production des raffineries qui est principalement destinée à la consommation canadienne. Tous les projets de ré-exportation du genre dont j'ai déjà parlé dans ma réponse au député de York-Sud, devront être examinés séparément. Naturellement, les projets de construction de nouvelles raffineries ne seraient pas touchés de la même façon que les raffineries déjà existantes.

M. l'Orateur: A l'ordre. Les députés savent sans doute que nous avons dépassé la période des questions. Je présente mes excuses aux députés qui attendent l'occasion de poser leurs questions, mais, avec tant de questions supplémentaires nous prenons toujours du retard. A mon avis, il n'y a pas eu une seule question qui n'ait été suivie de deux, trois questions supplémentaires au plus. Je ne pense pas que ce soit là la marche à suivre idéale. Ceci dit, le député de Carleton-Charlotte aura la parole comme les autres députés.

M. McCain: J'aimerais poser une question supplémentaire au premier ministre suppléant. Je me demande dans quelle mesure le gouvernement estime qu'il peut continuer à freiner les possibilités d'investissement et de développement dans la région de l'Atlantique compte tenu des déclarations faites par le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources et par le ministre de l'Environnement depuis un mois.

M. l'Orateur: A mon avis, le député vient de présenter un argument.

* * *

LES POSTES

LA POSSIBILITÉ D'ABUS DU COURRIER RELATIVEMENT AUX KLONDIKE DAYS

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Postes. Sait-il que l'on fait parvenir par courrier des renseignements faux et trompeurs sur le fait que «Klondike Days» auraient lieu à Edmonton? Dans l'affirmative, a-t-il eu des entretiens avec le ministre de la Consommation et des Corporations à

Questions orales

ce sujet et informera-t-il aussi tous les députés que le Klondike n'est pas vraiment à Edmonton mais à 1,500 milles au Nord?

M. l'Orateur: Je ne sais pas si le député d'Edmonton-Centre invoque le Règlement. De toute façon, il serait peut-être bon de lui donner la parole.

* * *

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

LA PÉNURIE DE GARDERIES POUR LES ENFANTS DES TRAVAILLEUSES—DEMANDE D'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, je devrais demander la parole sur une question de privilège, mais je ne le ferai pas avant d'avoir obtenu réponse à cette question qui s'adresse au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Étant donné qu'au Canada il n'y a des garderies de jour que pour 4 p. 100 des enfants de moins de 6 ans dont les mères travaillent et qu'une proportion importante de la participation fédérale leur est versée sous forme de subventions au PIL, le ministre pourrait-il dire à la Chambre si le gouvernement a préparé un programme prévoyant suffisamment de garderies de jour au Canada et, dans l'affirmative, quand l'annonce en sera-t-elle faite?

L'hon. Marc Lalonde (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social): Monsieur l'Orateur, ce sujet et plusieurs autres aspects des services sociaux ont été soulevés et traités dans un document de travail que j'ai présenté à la Chambre le 18 avril. Nous avons des entretiens avec les provinces à ce sujet. Je ne prévois pas pouvoir faire bientôt de déclaration précise sur le problème soulevé par le député. Cette question nécessitera plusieurs mois d'entretiens avec les provinces.

M. l'Orateur: Le député de Sault-Sainte-Marie.

M. Diefenbaker: Je soulève la question de privilège, monsieur l'Orateur.

M. l'Orateur: Je donnerai la parole au très honorable député dans un moment. La présidence a déjà donné la parole au député de Sault-Sainte-Marie.

* * *

LA SANTÉ

LES SUBVENTIONS À LA RECHERCHE SUR LE CANCER

M. Cyril Symes (Sault-Sainte-Marie): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre de la Santé nationale et du Bien-être social. Elle concerne une question que l'on a posée auparavant. Étant donné le problème toujours grandissant du cancer au Canada et le fait que l'on prévoit 30,000 nouveaux cas rien qu'en Ontario cette année, et étant donné que le gouvernement affecte seulement \$250,000 à la recherche sur le cancer, le ministre envisage-t-il d'augmenter les subventions que le gouvernement fédéral fournit pour la recherche sur le cancer?